



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 15/07/2025
N°759

Agnès PANNIER-RUNACHER et Marc FERRACCI annoncent l'ouverture de l'édition 2025 du leasing social le 30 septembre

L'édition 2024 du dispositif de location sociale de voitures électriques a rencontré un grand engouement populaire, avec près de 50 000 commandes entre le 1^{er} janvier et le 15 février 2024. Cette aide a contribué à une véritable démocratisation de la transition écologique, permettant aux ménages modestes et à de nouveaux profils d'accéder à un véhicule électrique. Les locataires sont sensiblement plus jeunes que la moyenne des acquéreurs de véhicules, et équitablement répartis entre territoires ruraux et urbains¹.

En raison de ce succès, le Gouvernement a décidé de reconduire ce dispositif en 2025, dans le cadre d'un programme de certificats d'économie d'énergie (CEE) créé fin juin². Doté d'une enveloppe de près de 370 millions d'euros, il prévoit la location d'au moins 50 000 voitures particulières électriques à destination des ménages modestes, dont au moins 5 000 voitures pour les personnes dont le domicile ou le lieu de travail est situé dans une commune où la qualité de l'air doit être particulièrement améliorée, c'est-à-dire dans une zone à faible émission (ZFE).

Comme annoncé lors du Conseil de planification écologique du 31 mars 2025, la prise de commandes ouvrira à la rentrée, le 30 septembre, selon les mêmes modalités que la première édition pour les ménages. Seront éligibles les Français actifs des cinq premiers déciles de revenus (revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 15 400 euros) qui dépendent de leur véhicule personnel pour se rendre sur leur lieu de travail ou exercer leur activité professionnelle. La location durera au minimum trois ans, avec la possibilité pour les ménages d'opter pour une location plus longue.

¹ L'âge moyen des bénéficiaires s'établit à environ 40 ans, soit 9 ans de moins que la moyenne des acquéreurs de voitures particulières neuves électriques en 2023. 51% des ménages bénéficiaires sont domiciliés en zone rurale et 49% en zone urbaine, selon la classification INSEE.

² Arrêté de création du programme de location de voitures électriques :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051783198>

Les loueurs seront dans l'obligation de proposer une offre inférieure à 140 € par mois, voire en-deçà pour participer au dispositif. Tous les loyers devront être inférieurs à 200 € par mois, avec une aide sera d'un montant maximal de 7 000 € par véhicule³. Elle ne sera pas cumulable avec d'autres dispositifs d'aide.

Le Gouvernement sera par ailleurs particulièrement attentif à la mise en place par chaque constructeur de mécanismes de gestion des retours de location en lien avec les concessionnaires, par exemple des rachats centralisés, afin d'assurer la définition d'un prix équitable pour toutes les parties prenantes.

Dans ce contexte, l'Agence de la transition écologique (ADEME) lance ce jour l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) à destination des loueurs souhaitant participer au dispositif, avec une clôture le 19 septembre⁴. Cet AMI s'adresse à toute entreprise exerçant une activité de location longue durée de véhicules automobiles, implantée en France et justifiant des capacités opérationnelles nécessaires pour assurer la mise en œuvre du dispositif. Les candidats devront proposer des offres de location répondant à un ensemble de critères d'éligibilité et d'exigences stricts définis par le cahier des charges de l'AMI. L'ADEME assurera l'instruction des candidatures et le conventionnement des loueurs éligibles au fur et à mesure de leur dépôt.

Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, a déclaré : « *Le leasing social, c'est l'expression concrète de l'écologie populaire que je porte : une écologie qui ne laisse personne de côté, qui permet de faire des économies sur les factures et de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. En 2024, près de 50 000 ménages modestes ont pu accéder à un véhicule électrique grâce à ce dispositif, promesse de campagne du Président de la République. C'est une fierté d'avoir lancé la première édition, et de poursuivre cet engagement pour une deuxième. En 2025, le Gouvernement confirme son ambition : au moins 50 000 véhicules seront proposés à un prix accessible, avec des loyers sous les 140 € par mois, dont un minimum de 5 000 réservés aux zones à faible émission. Le leasing social, c'est une transition écologique qui parle à tous, juste et concrète : rendez-vous le 30 septembre pour le lancement !* »

Marc FERRACCI, ministre de l'Industrie et de l'Energie, a déclaré : « Le leasing social permettra à 50 000 français de bénéficier de tous les avantages d'un véhicule électrique : coût de recharge très inférieur à un plein d'essence, conduite silencieuse, entretien facile et abordable... Le véhicule électrique est le plus adapté à tous nos besoins du quotidien. Les constructeurs automobiles proposent aujourd'hui une offre d'excellente qualité et le nombre de bornes de recharge ouvertes au public a été multiplié par six dans les trois dernières années avec notamment une station tous les 60 kilomètres sur autoroute. Faire le choix de l'électrique c'est choisir aussi une énergie produite en France et décarbonée et sortir de notre dépendance au pétrole étranger. »

Contacts presse :

Cabinet d'Agnès Pannier-Runacher : 01 40 81 86 16 - presse.apr@ecologie.gouv.fr

Cabinet de Marc Ferracci : 01 53 18 46 19 / 01 53 18 43 57 - presse@cabinets.industrie.gouv.fr

Bureau de presse de Bercy : 01 53 18 33 80 - presse.bercy@finances.gouv.fr

³ Seront éligibles les véhicules neufs, atteignant le score environnemental minimal, pesant moins de 2,4 tonnes et ayant un prix d'achat inférieur à 47 000 €.

⁴ Page ADEME référençant l'appel à manifestation d'intérêt :

<https://www.innoverpourlatransitionecologique.fr/fr/challenges/location-sociale>